



**DECISION N° 210/16/ARMP/CRD DU 20 JUILLET 2016  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LA DEMANDE DU BUREAU OPERATIONNEL DE SUIVI  
DU PLAN SENEGAL EMERGENT (BOS) VISANT A POURSUIVRE TROIS (03)  
PROCEDURES DE MARCHES NONOBTANT LE DEFAT DE REVUE DE LA  
CELLULE DE PASSATION**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

VU le décret n° 2015-685 du 27 mai 2015 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS) ;

VU la décision n° 005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 14-13 du 03 novembre 2013 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends ;

VU la demande du Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS) du 31 décembre 2015 ;

Monsieur Alioune DIALLO, Commissaire à la Cellule d'Instruction des recours, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mademba GUEYE, Président ; de Messieurs de Samba DIOP, Boubacar MAR et Cheikhou Issa SYLLA, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Madame Khadijetou Dia LY, assurant l'intérim du Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assistée par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par lettre reçue le 11 juillet 2016 à l'ARMP, le Bureau opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS) a saisi le CRD d'une demande pour obtenir l'autorisation de poursuivre trois procédures de marché déjà enclenchées.

### **LES MOYENS DEVELOPPES PAR LE BOS**

Pour justifier sa requête, le Directeur général du BOS expose qu'au départ, en l'absence d'une commission interne des marchés et d'une cellule de passation des marchés au niveau du Bureau, les procédures relatives à la passation des marchés publics étaient gérées par la cellule de passation des marchés de la Présidence de la République.

Il informe que dans le cadre de son opérationnalisation, le bureau avait lancé les trois (03) marchés référencés comme suit :

- F\_BOSSE\_056 (matériel et consommables informatiques) ;
- T\_BOSSE\_073 (Travaux de câblage informatique et internet) ;
- C\_BOSSE\_071 (mise en place du système d'information du BOS) ;

L'autorité contractante fait remarquer que le premier marché (F\_BOSSE\_056) a reçu l'avis de non objection du Coordonnateur de la cellule de passation des marchés de la Présidence de la République et a été lancé par avis d'appel d'offres publié dans le quotidien « Le Soleil » du samedi 31 octobre 2015.

S'agissant des deux (02) autres marchés (T\_BOSSE\_073 et C\_BOSSE\_071), il précise qu'ils ont été lancés, suite à l'approbation, par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), de leur dossier d'appel d'offres, respectivement les 02 et 06 novembre 2015.

C'est ainsi, souligne-t-il, qu'à l'issue de l'évaluation des offres reçues, un attributaire provisoire a été retenu pour le marché référencé F\_BOSSE\_056.

Par contre, pour le marché référencé C\_BOSSE\_071, il précise que la procédure est suspendue à la validation, en instance, du rapport d'évaluation des offres techniques et à l'ouverture des offres financières.

Il fait également remarquer que, ni les propositions d'attribution provisoire, ni le rapport d'évaluation des offres techniques susmentionné, n'ont pu être validés en raison de l'absence du Coordonnateur et unique membre de la cellule de passation des marchés (CCPM) de la Présidence de la République présentement en formation à l'étranger.

C'est pourquoi, en vue de trouver une solution à ce blocage, l'autorité contractante dit avoir saisi, en lieu et place du CCPM de la Présidence, la DCMP pour procéder au contrôle de la procédure ayant abouti à la proposition d'attribution provisoire du marché F\_BOSSE\_056 et donner son avis sur le rapport d'évaluation des offres techniques relatives au marché T\_BOSSE\_071.

Elle argue, qu'en ce qui concerne le marché F\_BOSSE\_056, la DCMP, par lettre n°01644/MEF/DCMP/DSI/69 du 15 avril 2016, a estimé que l'examen du dossier n'appelle aucune observation substantielle de sa part, mais s'est déclarée incompétente pour donner une autorisation à poursuivre ladite procédure de marché au motif que le montant est inférieur au seuil d'approbation.

S'agissant du marché T\_BOSSE\_073, le motif invoqué par la DCMP porte, selon elle, sur l'absence du CCPM à la séance d'ouverture des plis et le fait que le procès-verbal de ladite séance ne porte pas la signature de ce dernier, qui, normalement, devrait y siéger comme secrétaire de séance.



Le requérant fait remarquer que le retard considérable enregistré dans la finalisation des marchés susvisés impacte sur le dispositif de suivi du PSE. C'est pourquoi il sollicite l'autorisation du CRD pour poursuivre les procédures nonobstant l'absence de revue de la cellule chargée du contrôle de la procédure.

### **OBJET DE LA DEMANDE**

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que la demande du Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS) porte sur une autorisation du CRD pour poursuivre la passation de trois (03) marchés nonobstant l'absence de revue de la cellule chargée du contrôle de la procédure.

### **EXAMEN DE LA DEMANDE**

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés publics, au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés ainsi qu'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics ;

Considérant que la saisine du BOS porte sur une demande d'autorisation pour poursuivre trois (03) procédures de marchés n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle par la cellule habilitée ;

Considérant que, pour justifier le blocage évoqué ci-dessus, le BOS invoque l'absence du Coordonnateur de la cellule de passation des marchés de la Présidence de la République ;

Qu'il y a lieu de rappeler, que pour ce qui concerne les marchés lancés par le BOS, le recours au CCPM de la Présidence avait pour but de combler l'absence d'une commission interne des marchés et d'une cellule de passation des marchés au niveau du Bureau ;

Que, pour y pallier, le BOS avait, par lettre du 31 décembre 2015, saisi le CRD d'une demande pour obtenir l'autorisation de disposer d'une commission des marchés et d'une cellule de passation des marchés ;

Que donnant une suite favorable à ladite demande, le CRD avait, par décision n°017/16/ARMP/CRD du 13 janvier 2016, autorisé le BOS à constituer une commission des marchés et une cellule de passation des marchés en conformité avec la réglementation ;

Que suite à la notification de la décision susvisée, le CCPM de la Présidence n'était plus en droit de procéder à la revue des procédures de marché initiées par le BOS,

Que, dès lors, le BOS ne peut exciper de l'absence du CCPM de la Présidence pour justifier le blocage de ses procédures de marché parce que pouvant recourir à sa propre cellule de passation des marchés pour procéder à la revue des procédures faisant l'objet de la présente demande, même si elles ont été lancées antérieurement à création de la dite cellule ;

Considérant, en outre, que les procédures en question concernent des marchés d'acquisition et d'installation de matériels informatiques visant l'opérationnalisation du Bureau en vue d'un meilleur suivi du Plan Sénégal Emergent (PSE) ;

Qu'il y a lieu, au regard de ce qui précède, d'autoriser le BOS à recourir à sa propre cellule de passation des marchés pour procéder à la revue et à la validation des trois procédures, objet de la présente demande.

### PAR CES MOTIFS

- 1) Constate que la saisine du Bureau opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS) porte sur une demande d'autorisation pour poursuivre trois (03) procédures n'ayant pas fait l'objet d'une revue par la cellule habilitée ;
- 2) Constate que pour justifier ce blocage, le BOS invoque l'absence du Coordonnateur de la cellule de passation des marchés de la Présidence de la République ;
- 3) Déclare que le recours au CCPM de la Présidence avait pour but de combler l'absence d'une commission interne et d'une cellule de passation des marchés au niveau du BOS ;
- 4) Constate que, sur sa demande, le CRD avait, par décision n°017/16/ARMP/CRD du 13 janvier 2016, autorisé le BOS à constituer une commission des marchés et une cellule de passation des marchés en son sein ;
- 5) Constate que les trois procédures, objet de la demande d'autorisation du BOS, ont été lancées antérieurement à la notification de la décision susvisée du CRD ;
- 6) Constate, conséquemment, l'absence de la signature du coordonnateur de la cellule de passation du BOS sur le procès-verbal d'ouverture des plis du marché référencé T-BOSSE-056 ;
- 7) Autorise le BOS à recourir à sa propre cellule de passation des marchés pour procéder à la revue et à la validation des trois procédures, objet de la présente demande, malgré le manquement sus évoqué ;
- 8) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier au Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS) ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le portail officiel des marchés publics.

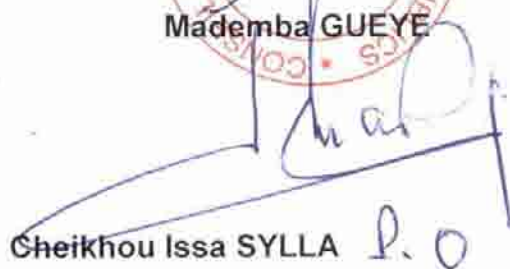


Samba DIOP

Les membres du CRD



Boubacar MAR



Cheikhou Issa SYLLA



Le Président  
Mademba GUEYE

Pour le Directeur Général, par intérim  
Rapporteur



Khadijetou Dia LY